

18 décembre 2018



## L'organisation de la police nationale sous la présidence de Daniel Ortega

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| 1. La police avant 2007.....  | 3  |
| 2. Evolution du cadre juridique de la police nationale depuis 2007.....                   | 4  |
| 1.1. La loi n°612 de 2007 .....   | 4  |
| 1.2. La loi n°872 de 2014 .....   | 4  |
| 3. Proximité entre les dirigeants de la police nationale et le président de la République | 7  |
| 4. Sanctions et persécutions à l'encontre des policiers réfractaires .....                | 8  |
| 5. Bibliographie.....   | 11 |

**Résumé :** Depuis 2007, la police nationale nicaraguayenne, appelée police sandiniste jusqu'en 1990, s'est progressivement rapprochée du président de la république Daniel Ortega. En effet, il a une influence directe sur ses membres depuis 2007 et sur l'institution depuis 2014, dont il est désormais le « chef suprême ». Après avoir prolongé plusieurs fois le mandat de l'ancienne directrice générale Aminta Granera, il a nommé le père de son gendre à la tête de l'institution en août 2018. En outre, des cas d'intimidation, d'arrestations et d'exécutions de policiers réfractaires ont été relevés.

**Abstract:** Since 2007, the Nicaraguan national police, known as the Sandinista police until 1990, has gradually moved closer to the President of the Republic Daniel Ortega. Indeed, he has a direct influence on its members since 2007 and on the institution since 2014, of which he is now the "supreme leader". After having extended the mandate of the former director Aminta Granera several times, he appointed the father of his son-in-law as head of the institution in August 2018. In addition, intimidation, arrests and executions of refractory police officers were noted.

**Nota :** Les traductions des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. La police avant 2007

La **police nationale** nicaraguayenne a été créée en **1978**, comme un **organe de la garde nationale**<sup>1</sup>. Elle comptait alors environ 2 000 agents dont certains ont été assignés au sein des Brigades spéciales contre les actes de terrorisme (*Brigadas especiales contra actos de terrorismo*, BECAT)<sup>2</sup>. Dans une tribune publiée dans la revue nicaraguayenne *Envío*<sup>3</sup>, l'ancien directeur de la police sandiniste (voir *infra*) René Vivas Lugo<sup>4</sup> déclarait : « Au Nicaragua, il n'y avait pas de police. En 1979, quand la révolution triompha, au Nicaragua nous ne savions pas ce qu'était une police. »<sup>5</sup>.

Après la victoire de la révolution sandiniste (1979), la **garde nationale** a été **supprimée**<sup>6</sup>. Le 5 septembre **1979**, la **police sandiniste** (*policia sandinista*), **partisane** et distincte de l'armée, a été créée<sup>7</sup> et a ensuite été encadrée par la *Ley de funciones jurisdiccionales de la policia sandinista* (décret présidentiel 559 du 25 octobre 1980)<sup>8</sup>. Plusieurs sources rapportent que les agents de la police sandiniste montraient alors avec fierté leur carte du Front sandiniste de libération nationale (*Frente sandinista de liberacion nacional*, FSLN)<sup>9</sup>. L'ancien directeur de la police nationale René Vivas Lugo déclarait à ce propos : « Pendant les années de la révolution nous n'avions pas honte de dire que nous étions des policiers sandinistes. Tous les policiers étaient des enfants de la révolution. Nous nous disions sandinistes avec beaucoup de fierté, même si certains ont du mal à comprendre. Nous étions une police partisane, car la révolution était le front sandiniste. »<sup>10</sup>. Cette dernière a été placée sous la responsabilité du ministère de l'Intérieur (*Ministerio del Interior* devenu ensuite le *Ministerio de Gobernacion*)<sup>11</sup>. Selon l'un des fondateurs de la police sandiniste, Bautista Lara, elle rassemblait en 1979 environ 12 000 membres<sup>12</sup>.

Après la chute du gouvernement sandiniste (1990), la « **police sandiniste** » a été **renommée en « police nationale »**<sup>13</sup>. L'institution est encadrée par loi de la Police nationale (*Ley de la Policia nacional – Ley 228*) de 1995<sup>14</sup>. Même si cette dernière n'était officiellement plus partisane, plusieurs sources publiques considèrent qu'elle s'est progressivement **subordonnée au pouvoir politique**<sup>15</sup>. Par ailleurs, le quotidien nicaraguayen *La prensa*<sup>16</sup> relève que les effectifs de la police nationale ont alors diminué<sup>17</sup>.

---

<sup>1</sup> La garde nationale avait été fondée en 1925 pendant le mandat de Carlos José Solorzano et était un organe militaire chargé de l'ordre public. *La prensa*, "Policía de ayer y hoy", 09/08/2015, [url](#)

<sup>2</sup> *La prensa*, "Policía de ayer y hoy", 09/08/2015, [url](#)

<sup>3</sup> Selon les informations disponibles sur le site web de la revue, elle a été créée en février 1981 et était un « appui critique au processus révolutionnaire ». Elle est ensuite devenue une revue d'informations nationales, régionales et internationales.

<sup>4</sup> René Vivas Lugo a dirigé la police sandiniste entre 1979 et 1982 puis la police nationale entre 1989 et 1992. Il est actuellement avocat et directeur d'une entreprise privée.

<sup>5</sup> VIVAS LUGO René, "Todos los gobiernos han instrumentalizado a la Policía para sus intereses", *Envío*, s. d., [url](#)

<sup>6</sup> OROZCO Roberto, "La policía Nacional se ha desnaturalizado para garantizar la seguridad del régimen", *Envío*, 09/2015, [url](#)

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> VIVAS LUGO René, "Todos los gobiernos han instrumentalizado a la Policía para sus intereses", *Envío*, s. d., [url](#) ; *La prensa*, "Policía de ayer y hoy", 09/08/2015, [url](#)

<sup>9</sup> VIVAS LUGO René, "Todos los gobiernos han instrumentalizado a la Policía para sus intereses", *Envío*, s. d., [url](#)

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> OROZCO Roberto, "La policía Nacional se ha desnaturalizado para garantizar la seguridad del régimen", *Envío*, 09/2015, [url](#)

<sup>12</sup> *La prensa*, "Policía de ayer y hoy", 09/08/2015, [url](#)

<sup>13</sup> Alterinfos, *Nicaragua – La Policía se ha desnaturalizado : es un satélite del régimen*, 24/04/2017, [url](#)

<sup>14</sup> Nicaragua, *Ley de la Policia Nacional – Ley n°228*, 31/07/1996, [url](#)

<sup>15</sup> VIVAS LUGO René, "Todos los gobiernos han instrumentalizado a la Policia para sus intereses", *Envío*, s. d., [url](#)

<sup>16</sup> Le journal *La prensa* était opposé au FSLN dans les années 1980.

<sup>17</sup> *La prensa*, "Policía de ayer y hoy", 09/08/2015, [url](#)

Selon ce quotidien, elle comptait en 1998 environ 6 400 agents<sup>18</sup>. Cette tendance a été inversée avec le plan de modernisation mis en place au début en 2000<sup>19</sup>.

Depuis la **réélection de Daniel Ortega en 2007**, plusieurs sources publiques dénoncent la **proximité entre le régime et la police nationale**<sup>20</sup>. Le consultant et expert en sécurité Roberto Orozco<sup>21</sup> écrivait à ce propos : « En tous cas, depuis 2007, l'instrumentalisation politique des organes de sécurité a commencé. »<sup>22</sup>.

## 2. Evolution du cadre juridique de la police nationale depuis 2007

### 1.1. La loi n°612 de 2007

Après la réélection de Daniel Ortega en 2007, un premier projet de loi qui visait à réformer la police et à la placer directement sous le contrôle du président de la république a été rejeté après avoir été soumis au parlement<sup>23</sup>.

Cependant, le **24 janvier 2007**, la **loi n°612 a été adoptée**<sup>24</sup>. Cette loi avait pour principal objectif de modifier la loi sur l'organisation, la compétence et les procédures du pouvoir exécutif (n°290), mais elle a également impacté la loi sur la police nationale n°228 (voir *supra*)<sup>25</sup>. En effet, selon l'article 15 de la loi n°612 : « Les articles 71, 81, 93 et 96 de la loi n°228 – Loi sur la police nationale – sont modifiés en ce sens que, lorsqu'il est écrit Ministre de l'Intérieur, il devra être lu Président de la république à travers le Ministre de l'Intérieur »<sup>26</sup>. Le **Président de la République** est alors devenu, **directement, responsable** des **promotions** (article 71 de la loi n°228), des **nominations** des directeurs généraux adjoints et de l'inspecteur de la police nationale (article 81 de la loi n°228), des **effectifs** et des **salaires** (article 93 de la loi n°228) et des **limogeages** (article 96 de la loi n°228) des agents de la police nationale<sup>27</sup>.

### 1.2. La loi n°872 de 2014

Selon plusieurs sources publiques, la proximité entre le régime de Daniel Ortega et la police nationale s'est accentuée à partir de 2014. Selon le quotidien nicaraguayen *La prensa*, le logo de la police sandiniste des années 1980 était alors déjà utilisé dans plusieurs commissariats de police<sup>28</sup>.

---

<sup>18</sup> *La prensa*, "Policia de ayer y hoy", 09/08/2015, [url](#)

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Alterinfos, *Nicaragua – La Policia se ha desnaturalizado : es un satélite del régimen*, 24/04/2017, [url](#) ; OROZCO Roberto, "La policía Nacional se ha desnaturalizado para garantizar la seguridad del régimen", *Envío*, 09/2015, [url](#) ; *La prensa*, "Policia de ayer y hoy", 09/08/2015, [url](#)

<sup>21</sup> Roberto Orozco est présenté par plusieurs sources médiatiques comme le directeur du Centre de recherches et d'analyses stratégiques du Nicaragua (*Centro de Investigacion y Analisis Estratégico de Nicaragua*).

<sup>22</sup> OROZCO Roberto, "La policía Nacional se ha desnaturalizado para garantizar la seguridad del régimen", *Envío*, 09/2015, [url](#)

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> Nicaragua, Assemblée nationale de la république du Nicaragua, *Ley de reforma y adición a la ley n°290, ley de organización, competencia y procedimientos del poder ejecutivo – Ley n°612*, 24/01/2007, [url](#)

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.*, article 15.

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> *La prensa*, "Policia de ayer y hoy", 09/08/2015, [url](#)

En 2014, la **loi n° 228** (voir *supra*) a été abrogée<sup>29</sup> et **remplacée par la loi n° 872** intitulée Loi sur l'organisation, les fonctions, la carrière et le régime spécial de sécurité sociale de la police nationale (*Ley de Organización, Funciones, Carrera y Régimen Especial de Seguridad Social de la Policía Nacional*)<sup>30</sup>. Plusieurs sources publiques ont fait part de leurs inquiétudes à propos des conséquences de cette loi<sup>31</sup>. Selon l'article 1 et l'article 10 de la nouvelle loi, la **police nationale** est soumise à l'autorité civile exercée par le **président de la République** qui en est le « **chef suprême** »<sup>32</sup>. Selon l'article 10, il peut notamment:

- nommer le directeur général, les directeurs généraux adjoints et l'inspecteur général<sup>33</sup> ;
- promouvoir des agents aux grades de premier commissaire ou de commissaire général<sup>34</sup> ;
- retirer le grade de premier commissaire ou de commissaire général<sup>35</sup> ;
- révoquer le directeur généraux, les directeurs généraux adjoints ou l'inspecteur général aux motifs<sup>36</sup> prévus par la loi<sup>37</sup> ;
- remettre des décorations à des agents de la police nationale<sup>38</sup> ;
- réincorporer des officiers à la retraite afin qu'ils effectuent des missions spécifiques dans des cas exceptionnels<sup>39</sup>.

La spécialiste en sécurité et défense Elvira Cuadra, membre associée à l'Institut d'études stratégiques et de politiques publiques (*Instituto de Estudios Estratégicos y Políticas Públicas – IEEPP*)<sup>40</sup>, déplorait alors que le ministère de l'Intérieur n'exerce plus sa fonction d'intermédiaire entre la police nationale et le président de la République<sup>41</sup>.

Selon Roberto Orozco : « En tant que **dirigeant suprême**, le **président Ortega** a obtenu une **fidélité totale et objective de la police nationale** et en même temps, une **fidélité subjective et directe** en traitant directement **avec certains fonctionnaires** de cette institution et en leur accordant des avantages et des promotions. »<sup>42</sup>. Il ajoute que la police nationale n'**assure** plus seulement le maintien de l'ordre public, mais également la **sécurité du régime**<sup>43</sup>.

---

<sup>29</sup> OROZCO Roberto, "La policía Nacional se ha desnaturalizado para garantizar la seguridad del régimen", *Envío*, 09/2015, [url](#) ; Insight Crime, *Reforma policial de Nicaragua podría politizar la seguridad*, 28/07/2014, [url](#)

<sup>30</sup> Nicaragua, Assemblée nationale, *Ley de organización, funciones, carrera y régimen especial de seguridad social de la policía nacional – Ley n°872*, 26/06/2014, [url](#)

<sup>31</sup> OROZCO Roberto, "La policía Nacional se ha desnaturalizado para garantizar la seguridad del régimen", *Envío*, 09/2015, [url](#) ; Insight Crime, *Reforma policial de Nicaragua podría politizar la seguridad*, 28/07/2014, [url](#)

<sup>32</sup> Article 1 et article 10, *Ley de organización, funciones, carrera y régimen especial de seguridad social de la policía nacional – Ley n°872*, 26/06/2014, [url](#)

<sup>33</sup> *Ibid.*, article 10, § 2 et §3.

<sup>34</sup> *Ibid.*, article 10, § 4.

<sup>35</sup> *Ibid.*, article 10, § 5.

<sup>36</sup> Les motifs de révocation par le président de la république sont : la désobéissance aux ordres du président de la République (pour le directeur général) ou à ceux du directeur général (pour les directeurs généraux adjoints et l'inspecteur général) dans l'exercice de leurs fonctions ; avoir été condamné pour un crime grave ou très grave ; un handicap physique ou mental déclaré conformément à la loi. § 6 et § 7 de l'Article 10, *Ley de organización, funciones, carrera y régimen especial de seguridad social de la policía nacional – Ley n°872*, 26/06/2014, [url](#)

<sup>37</sup> *Ibid.*, article 10, § 6 et § 7.

<sup>38</sup> *Ibid.*, article 10, § 12.

<sup>39</sup> *Ibid.*, article 10, § 2.

<sup>40</sup> L'IEEPP se présente comme un *think tank* créé en 2004. Il est notamment soutenu par *Transparency international*.

<sup>41</sup> *La Prensa*, "“La policía es sandinista”", 30/05/2014, [url](#)

<sup>42</sup> OROZCO Roberto, "La policía Nacional se ha desnaturalizado para garantizar la seguridad del régimen", *Envío*, 09/2015, [url](#)

<sup>43</sup> *Ibid.*

Roberto Orozco relève également que la **création de liens politiques entre le régime et l'institution augmente le risque de corruption**<sup>44</sup>. Ce risque est également constaté par le Centre nicaraguayen des droits humains (*Centro nicaragüense de los derechos humanos*, CENIDH)<sup>45</sup>, en raison de l'article 38<sup>46</sup> de la nouvelle loi qui a allongé la durée de la carrière des policiers (40 ans au lieu de 30 ans<sup>47</sup>) et a repoussé l'âge de leur retraite à 65 ans<sup>48</sup>. En outre, toujours selon cet article, la carrière d'un policier peut être prolongée par le président de la République<sup>49</sup>. Par ailleurs, le nombre de directeurs adjoints et de commissaires généraux a été augmenté<sup>50</sup>. Selon l'un des fondateurs et ancien directeur de la police sandiniste, Javier Lopez Lowery, le commandement n'est plus pyramidal mais « rectangulaire »<sup>51</sup>.

Dans un rapport sur la loi n°872, le CENIDH relève également que l'interdiction, présente dans la loi n°228, pour les agents de la police nationale de faire du prosélytisme politique à l'intérieur ou à l'extérieur de l'institution n'a pas été reprise dans la loi n°872<sup>52</sup>. Toujours dans ce rapport, le CENIDH déplore la possibilité pour les policiers d'être assigné à un poste au sein d'une institution du pouvoir exécutif pour des raisons de sécurité nationale (*Comision de servicio externo*<sup>53</sup>)<sup>54</sup>. Il considère que cela renforce les liens entre le pouvoir politique et la police nationale<sup>55</sup>. Le CENIDH dénonce donc **la subordination de la police au président de la République, l'ingérence du pouvoir exécutif au sein de l'institution, la possibilité d'influence politico-partisane sur l'institution**<sup>56</sup>. Toujours selon les conclusions du CENIDH, la nouvelle loi permet au président de la République de s'assurer la loyauté des policiers<sup>57</sup>. Selon l'experte en sécurité et défense Elvira Cuadra, elle est l'aboutissement d'un processus de « reconcentration » du pouvoir au sein de la présidence<sup>58</sup>.

Le quotidien nicaraguayen *La prensa* rapporte les propos prononcés par le député du FSLN Filiberto Rodriguez lors de l'étude du projet de loi (qui deviendra la loi n°872) par l'Assemblée nationale : « Béni soit Dieu, la police est sandiniste »<sup>59</sup>.

---

<sup>44</sup> Insight Crime, *Reforma policial de Nicaragua podría politizar la seguridad*, 28/07/2014, [url](#)

<sup>45</sup> Créé en 1990, le CENIDH se présente comme une organisation de défense et de promotion des droits humains. Il est notamment membre de Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (Fidh) et de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT).

<sup>46</sup> Article 38, *Ley de organizacion, funciones, carrera y régimen especial de seguridad social de la policia nacional – Ley n°872*, 26/06/2014, [url](#)

<sup>47</sup> Article 99, *Ley de la Policia Nacional – Ley n°228*, 31/07/1996, [url](#)

<sup>48</sup> Insight Crime, *Reforma policial de Nicaragua podría politizar la seguridad*, 28/07/2014, [url](#)

<sup>49</sup> Article 38, *Ley de organizacion, funciones, carrera y régimen especial de seguridad social de la policia nacional – Ley n°872*, 26/06/2014, [url](#)

<sup>50</sup> OROZCO Roberto, "La policía Nacional se ha desnaturalizado para garantizar la seguridad del régimen", *Envío*, 09/2015, [url](#)

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> Centro Nicaragüense de los Derechos Humanos (Cenidh), *Consideraciones del CENIDH sobre la nueva ley de la Policia Nacional*, 26/05/2014, [url](#)

<sup>53</sup> § 3, Article 39, *Ley de organizacion, funciones, carrera y régimen especial de seguridad social de la policia nacional – Ley n°872*, 26/06/2014, [url](#)

<sup>54</sup> Centro Nicaragüense de los Derechos Humanos (Cenidh), *Consideraciones del CENIDH sobre la nueva ley de la Policia Nacional*, 26/05/2014, [url](#)

<sup>55</sup> *Ibid.*

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> *Ibid.*

<sup>58</sup> Insight Crime, *Reforma policial de Nicaragua podría politizar la seguridad*, 28/07/2014, [url](#)

<sup>59</sup> *La Prensa*, "“La policía es sandinista”", 30/05/2014, [url](#)

### 3. Proximité entre les dirigeants de la police nationale et le président de la République

Selon le spécialiste en sécurité Roberto Orozco, tous les directeurs généraux de la police, sauf René Vivas, n'étaient pas ce qu'il appelle des « policiers policiers » (« policias policias ») et ont assumé des fonctions politiques avant d'être nommés à la tête de l'institution<sup>60</sup>. Il donne l'exemple de l'ancienne directrice générale de la police nationale Aminta Granera, qui n'avait jamais servi dans l'institution avant d'être nommée à sa tête en 2006<sup>61</sup>. Le mandat de cette dernière a été renouvelé en 2011 par le président de la République. Interdite par l'article 88 de la loi 228<sup>62</sup>, cette pratique a été légalisée à travers l'article 47 de la loi n°872 de 2014<sup>63</sup>. Le CENIDH considère qu'elle permet au président de la république de se garantir **la loyauté du directeur général de la police nationale**<sup>64</sup>.

Plusieurs sources publiques dénoncent l'influence actuelle des sandinistes sur la police nationale<sup>65</sup>. Le général à la retraite Hugo Torres affirme que le président Daniel Ortega la transforme peu à peu en une « armée parallèle à son service »<sup>66</sup>.

Depuis le mois de septembre 2018, **Francisco Javier Diaz Madriz**<sup>67</sup>, dont le fils a épousé la fille de Daniel Ortega en 2010<sup>68</sup>, **dirige la police nationale**<sup>69</sup>. Selon le quotidien nicaraguayen *La prensa*, il avait été promu avant le mariage de sa fille, avec deux autres officiers, au grade de commissaire général puis nommé directeur général adjoint de la police nationale<sup>70</sup>. Selon plusieurs sources médiatiques, il était alors devenu le chef *de facto* de la police nationale, tandis que la directrice générale Aminta Granera<sup>71</sup> assurait un rôle plutôt protocolaire<sup>72</sup>. Le quotidien nicaraguayen *La prensa* relève également qu'outre son lien personnel avec le président de la République<sup>73</sup>, il se déclare ouvertement en faveur du FSLN et **a été le secrétaire politique du parti au sein de la police nationale**<sup>74</sup>.

---

<sup>60</sup> OROZCO Roberto, "La policía Nacional se ha desnaturalizado para garantizar la seguridad del régimen", *Envío*, 09/2015, [url](#)

<sup>61</sup> *Ibid.* ; *Confidencial*, "Ascensos policiales 'evidencian brutalidad' del régimen orteguista", 23/08/2018, [url](#)

<sup>62</sup> Nicaragua, *Ley de la Policía Nacional – Ley n°228*, 31/07/1996, [url](#)

<sup>63</sup> Article 47, *Ley de organización, funciones, carrera y régimen especial de seguridad social de la policía nacional – Ley n°872*, 26/06/2014, [url](#)

<sup>64</sup> Centro Nicaraguense de los Derechos Humanos (Cenidh), *Consideraciones del CENIDH sobre la nueva ley de la Policía Nacional*, 26/05/2014, [url](#)

<sup>65</sup> *The New York Times*, "Nicaragua cambio: Arrecian las protestas contra Ortega", 27/04/2018, [url](#) ; *El Observador*, "Crisis política en Nicaragua aumenta la presión contra el presidente Ortega", 12/05/2018, [url](#)

<sup>66</sup> *La Prensa*, "Daniel Ortega entrena a la Policía como su 'ejército paralelo'", 11/11/2018, [url](#)

<sup>67</sup> Francisco Diaz fait partie des trois fonctionnaires nicaraguayens sanctionnés le 5 juillet 2018 par les États-Unis à travers la loi Magnitsky pour violations des droits humains et corruption. *El Comercio*, "Ortega entrega mando de Policía de Nicaragua a su consuegro", 10/09/2018, [url](#) ; États-Unis, Département du trésor américain, *Press releases : Treasury sanctions three Nicaraguan Individuals for Serious Human Rights Abuse and Corrupt Acts*, 05/07/2018, [url](#)

<sup>68</sup> Le 10 janvier 2010, Maurice Ortega, fils du président de la république du Nicaragua, a épousé Blanca Diaz Flores, fille du futur directeur général de la police nationale. *La Prensa*, "Francisco Díaz, el operador de Daniel Ortega en la Policía", 01/06/2018, [url](#) ; *La Prensa*, "El Poder de los Ortega Murillo", 13/11/2018, [url](#)

<sup>69</sup> Nicaragua, Président de la république, *Décret présidentiel No. 98-A-2018*, La Gaceta – Journal officiel, p.5438, [url](#)

<sup>70</sup> Ce grade est nécessaire afin de pouvoir devenir directeur général de l'institution. Article 47, *Ley de organización, funciones, carrera y régimen especial de seguridad social de la policía nacional – Ley n°872*, 26/06/2014, [url](#)

<sup>71</sup> Le mandat d'Aminta Granera avait été renouvelé deux fois (en 2011 et en 2016) par Daniel Ortega. Selon le quotidien espagnol *El País*, elle était considérée comme étant proche du président de la République. Cependant, elle avait présenté sa démission plusieurs fois avant que cette dernière soit acceptée en juillet 2018. *El País*, "Dimite la jefa de la Policía de Nicaragua", 28/04/2018, [url](#)

<sup>72</sup> *La Prensa*, "Francisco Díaz, el operador de Daniel Ortega en la Policía", 01/06/2018, [url](#) ; *La Prensa*, "El Poder de los Ortega Murillo", 13/11/2018, [url](#) ; *Confidencial*, "Ascensos policiales 'evidencian brutalidad' del régimen orteguista", 23/08/2018, [url](#) ; *El País*, "Dimite la jefa de la Policía de Nicaragua", 28/04/2018, [url](#)

<sup>73</sup> Francisco Diaz est désigné depuis comme le *consuegro* de Daniel Ortega. Ce terme ne peut être traduit en français mais désigne les parents de l'un des conjoints par rapport à ceux de l'autre.

<sup>74</sup> *La Prensa*, "Daniel Ortega entrena a la Policía como su 'ejército paralelo'", 11/11/2018, [url](#)

Selon la présidente du CENIDH Vilma Nunez de Escorcía, la nomination de Francisco Javier Diaz Madriz au poste de directeur général de la police nationale est : « une preuve évidente du contrôle politique exercé par Daniel Ortega sur la police [...] »<sup>75</sup>. En outre, **les commissaires généraux Adolfo Marengo et Ramon Avellan, proches du FSLN et du président de la République, ont été nommés directeurs généraux adjoints**<sup>76</sup>. Selon le quotidien nicaraguayen *La prensa*, Ramon Avellan avait été chargé par Daniel Ortega de maintenir l'ordre dans la ville de Masaya au mois de juillet 2018<sup>77</sup>. Cette ville avait alors été l'objet d'une violente répression par les forces de sécurité<sup>78</sup>.

#### 4. Sanctions et persécutions à l'encontre des policiers réfractaires

Le **harcèlement et l'intimidation** subis par certains policiers sont rapportés par plusieurs sources publiques. En juillet 2016, le journal numérique nicaraguayen *Confidencial*<sup>79</sup> relayait le cas d'un policier qui avait décidé de quitter l'institution après 11 ans de service en raison des mauvais traitements qu'il subissait et de la peur qu'il ressentait<sup>80</sup>. Ce dernier dénonçait également les **cas de transferts** utilisés comme sanctions par les supérieurs de ceux qui refusaient d'obéir<sup>81</sup>. Le 12 juillet 2018, deux policiers, Maycol Alejandro Delgado et Juan José Blandon Gomez, ont quitté la police nationale après 13 années de service, et ont remis leurs insignes et leurs uniformes à la Commission permanente des droits humains (*Comision permanente de derechos humanos*, CPDH)<sup>82</sup>, par peur des sanctions contre les policiers réfractaires<sup>83</sup>. Selon les informations d'un article publié dans le quotidien nicaraguayen *El nuevo diario* en juillet 2018, un autre policier, qui se disait harcelé et menacé par ses collègues et supérieurs, s'est renseigné sur les mesures de protection auprès de la CPDH<sup>84</sup>. Cet article relaie également les propos du conseiller juridique de la CPDH qui affirme avoir connaissance d'autres cas<sup>85</sup>. Il partage celui de Maria Teofila Arauz, renvoyée et menacée parce qu'elle avait écouté une chanson reprise dans les manifestations<sup>86</sup>. Il cite également le cas du policier Engel Antonio Ney, renvoyé pour avoir mal parlé de l'institution sur les réseaux sociaux<sup>87</sup>. Ce dernier a quitté le pays en raison du **harcèlement et des menaces, venant d'agents de la police**, dont il faisait l'objet<sup>88</sup>. Le quotidien nicaraguayen *La prensa* relaie également le témoignage d'un ancien policier qui affirme que **les téléphones portables des policiers sont vérifiés plusieurs fois par semaine et que leurs communications sont surveillées**<sup>89</sup>. Cependant, dans un

---

<sup>75</sup> *La Prensa*, "El Poder de los Ortega Murillo", 13/11/2018, [url](#)

<sup>76</sup> *Clarín*, "El régimen sandinista : Daniel Ortega designa a su consuegro como jefe de la Policía Nacional de Nicaragua", 23/08/2018, [url](#) ; *El Metropolitano Digital*, "Ortega nombra a su consuegro jefe de la Policía Nacional de Nicaragua", 24/08/2018, [url](#) ; *Confidencial*, "Ascensos policiales 'evidencian brutalidad' del régimen orteguista", 23/08/2018, [url](#)

<sup>77</sup> *Confidencial*, "Ascensos policiales 'evidencian brutalidad' del régimen orteguista", 23/08/2018, [url](#) ;

<sup>78</sup> *Clarín*, "El régimen sandinista : Daniel Ortega designa a su consuegro como jefe de la Policía Nacional de Nicaragua", 23/08/2018, [url](#) ; *BBC*, "Crisis en Nicaragua: fuerzas leales a Ortega se hacen con el control de Masaya, bastión de la oposición tras un violento ataque", 18/07/2018, [url](#) ; *Confidencial*, "Ascensos policiales 'evidencian brutalidad' del régimen orteguista", 23/08/2018, [url](#) ; *El Tiempo*, "La violenta represión del gobierno de Ortega en Masaya, Nicaragua", 18/07/2018, [url](#)

<sup>79</sup> *Confidencial* était à l'origine une revue d'informations créée en 1996. Le site web de la revue a été créé en 2010 et est progressivement devenu un journal numérique interactif.

<sup>80</sup> *Confidencial*, "Maltrato y corrupción en la policía nacional", 04/07/2016, [url](#)

<sup>81</sup> *Confidencial*, "Maltrato y corrupción en la policía nacional", 04/07/2016, [url](#)

<sup>82</sup> La CPDH est décrite par plusieurs sources médiatiques comme une ONG de défense des droits de l'homme.

<sup>83</sup> *El nuevo diario*, "Policías desertan y entregan uniformes a la CPDH", 21/07/2018, [url](#) ; *La prensa*, "Agentes de la Policía Nacional desertan y entregan uniforme en CPDH", 21/07/2018, [url](#)

<sup>84</sup> *El nuevo diario*, "Policías desertan y entregan uniformes a la CPDH", 21/07/2018, [url](#)

<sup>85</sup> *Ibid.*

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> *El nuevo diario*, "Policías desertan y entregan uniformes a la CPDH", 21/07/2018, [url](#) ; *El nuevo diario*, "Familia de excapitán de policía denuncia acoso", 05/07/2018, [url](#)

<sup>89</sup> *La prensa*, "Agentes de la Policía Nacional desertan y entregan uniforme en CPDH", 21/07/2018, [url](#)



article publié en juillet 2018, le journal rapporte que des cas de réadmissions ont également été constatés à Managua<sup>90</sup>.

Des **cas d'arrestations et d'exécutions** ont également été relevés. Plusieurs sources médiatiques ont rapporté au mois d'avril 2018 **l'arrestation à Managua et la détention dans le commissariat d'Ajax Delgado d'une haut-commissaire de police en raison de son refus d'obéir aux ordres visant à réprimer<sup>91</sup> les manifestations<sup>92</sup>. Une cinquantaine de policiers ayant soutenus sa position auraient également été arrêtés<sup>93</sup>. Le 8 juillet 2018, le policier Faber Antonio Lopez Vivas a été tué<sup>94</sup>. Selon les déclarations de sa mère Fatima Berlamina Vivas Torrez, relayées par le quotidien nicaraguayen *El nuevo diario*, son fils avait été menacé de mort après avoir exprimé son souhait de quitter la police<sup>95</sup>. Toujours selon les déclarations de sa mère, relayées cette fois par le quotidien nicaraguayen *La prensa*, il a été torturé avant d'être exécuté, bien que le rapport officiel indique qu'il a été tué par balle<sup>96</sup>. Le journal appuie les déclarations de la mère du policier par les propos du conseiller juridique de la CPDH Pablo Cuevas<sup>97</sup>. Le même mois, la sœur d'un ancien policier a accusé le gouvernement d'être responsable de la mort de son frère et de monter un faux procès contre un maire pour le rendre coupable du crime<sup>98</sup>. Au mois d'août 2018, **Julio César Espinoza Gallegos a été arrêté<sup>99</sup>**. Selon les déclarations de sa sœur relayées dans le quotidien nicaraguayen *El nuevo diario*, **il avait refusé de participer à la répression menée contre les manifestants** puis refusé d'identifier les personnes qui y participaient<sup>100</sup>. Le procès du policier a débuté au mois de novembre 2018<sup>101</sup>. **Il a été accusé de plusieurs crimes dont terrorisme, crimes organisés et incendies criminels<sup>102</sup>**.**

Des **cas d'arrestations et de détentions de jeunes membres de l'organisation Jeunesse sandiniste (juventud sandinista)<sup>103</sup>, en raison de leur refus de participer à la répression**, ont été relevés<sup>104</sup>. Par exemple, en juillet 2018, le journal américain à destination de la communauté hispanique de Miami *Diario Las Américas* rapportait le cas d'Isabel Gonzales, dont le fils, membre de la Jeunesse sandiniste, a été arrêté en raison de son refus de participer à la répression des manifestations<sup>105</sup>. Au moment de la

---

<sup>90</sup> *Ibid.*

<sup>91</sup> *La Prensa*, "Policías retenidos por negarse a reprimir a manifestantes", 21/04/2018, [url](#) ; *Europapress*, "Unos 50 policías retenidos en una comisaría en Nicaragua por negarse a reprimir las protestas", 22/04/2018, [url](#) ; *E24diari*, "Retenidos unos 50 policías por negarse a reprimir las protestas a Nicaragua", 22/04/2018, [url](#) ; *El mundo.cr*, "Policías nicaragüenses retenidos por negarse a reprimir a manifestantes", 21/04/2018, [url](#)

<sup>92</sup> Ces manifestations ont débuté en opposition à la réforme du système national de sécurité sociale (*Instituto Nacional de Seguridad Social – INSS*) et se sont accentuées au cours du mois d'avril 2018. *Europapress*, "Unos 50 policías retenidos en una comisaría en Nicaragua por negarse a reprimir las protestas", 22/04/2018, [url](#)

<sup>93</sup> *La Prensa*, "Policías retenidos por negarse a reprimir a manifestantes", 21/04/2018, [url](#) ; *Europapress*, "Unos 50 policías retenidos en una comisaría en Nicaragua por negarse a reprimir las protestas", 22/04/2018, [url](#) ; *E24diari*, "Retenidos unos 50 policías por negarse a reprimir las protestas a Nicaragua", 22/04/2018, [url](#)

<sup>94</sup> *El nuevo diario*, "Madre de agente afirma : la misma Policía lo mato", 10/07/2018, [url](#) ; *El nuevo diario*, "Policías desertan y entregan uniformes a la CPDH", 21/07/2018, [url](#)

<sup>95</sup> *El nuevo diario*, "Madre de agente afirma : la misma Policía lo mato", 10/07/2018, [url](#) ; *El nuevo diario*, "Madre de oficial asesinado en Carazo : Fue la policía", 09/07/2018, [url](#) ; *El nuevo diario*, "Policías desertan y entregan uniformes a la CPDH", 21/07/2018, [url](#)

<sup>96</sup> *La prensa*, "Policía de ayer y hoy", 09/08/2015, [url](#) ; *La Prensa*, "Madre denuncia que su hijo policía fue torturado, antes de ser asesinado", 11/07/2018, [url](#)

<sup>97</sup> *La prensa*, "Policía de ayer y hoy", 09/08/2015, [url](#)

<sup>98</sup> *El nuevo diario*, "Hermana de policía asesinado en Mulukuku pide verdadera justicia", 27/07/2018, [url](#)

<sup>99</sup> *El nuevo diario*, "Acusan de terrorismo a policía que renuncio", 06/11/2018, [url](#)

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> *El nuevo diario*, "Acusan de terrorismo a policía que renuncio", 06/11/2018, [url](#)

<sup>102</sup> *Ibid.*

<sup>103</sup> La jeunesse sandiniste est l'organisation de jeunesse du parti FSLN.

<sup>104</sup> *Diario Las Américas*, "El Chipote, la cárcel de los manifestantes que protestan en Nicaragua", 07/07/2018, [url](#) ; *La Prensa*, "Jovenes procesados por negarse a reprimir al pueblo", 03/09/2018, [url](#)

<sup>105</sup> *Diario Las Américas*, "El Chipote, la cárcel de los manifestantes que protestan en Nicaragua", 07/07/2018, [url](#)

publication de l'article<sup>106</sup>, il était détenu dans les locaux de la Direction de l'assistance judiciaire de la police (*Dirección de auxilio judicial de la policía*) surnommés « El Chipote »<sup>107</sup>.

---

<sup>106</sup> *Ibid.*

<sup>107</sup> Le surnom "El Chipote" a été donné par les sandinistes en hommage au combat mené par Augusto Sandino à partir d'une montagne éponyme. Daniel Ortega y avait été emprisonné en 1968 sur ordre d'Anastasio Somoza qui dirigeait alors le pays. Ce centre est connu pour être un centre de tortures. Les conditions de détention ont été dénoncées à plusieurs reprises comme ne répondant pas aux normes minimales. *Diario Las Américas*, "El Chipote, la cárcel de los manifestantes que protestan en Nicaragua", 07/07/2018, [url](#) ; *La Prensa*, "El Chipote, la cárcel somocista donde torturan a quienes protestan contra Ortega", 15/06/2018, [url](#) ; *El nuevo diario*, "El Chipote, un penal donde se vive el horror", 17/06/2018, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés entre le 6 et le 17 décembre 2018.

### Textes juridiques

Nicaragua, Président de la république, *Décret présidentiel No. 98-A-2018*, La Gaceta – Journal officiel, 23/08/2018, p.5438.,  
<http://digesto.asamblea.gob.ni/consultas/util/pdf.php?type=rdd&rdd=Ww3ra8aESak%3D>

Nicaragua, Assemblée nationale, *Ley de organizacion, funciones, carrera y régimen especial de seguridad social de la policia nacional – Ley n°872*, 26/06/2014,  
<http://legislacion.asamblea.gob.ni/normaweb.nsf/b92aeea87dac762406257265005d21f7/0f03308df36e772206257d0800829eb4?OpenDocument>

Nicaragua, Assemblée nationale de la république du Nicaragua, *Ley de reforma y adición a la ley n°290, ley de organización, competencia y procedimientos del poder ejecutivo – Ley n°612*, 24/01/2007,  
<http://legislacion.asamblea.gob.ni/normaweb.nsf/9e314815a08d4a6206257265005d21f9/f372fc2939a2a71f062572a00070f09a?OpenDocument>

Nicaragua, *Ley de la Policía Nacional – Ley n°228*, 31/07/1996,  
[http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/88992F7FAA40EFAC06257116005D3CFF?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/88992F7FAA40EFAC06257116005D3CFF?OpenDocument)

### Institution nationale

Etats-unis, Département du trésor américain, *Press releases : Treasury sanctions three Nicaraguan Individuals for Serious Human Rights Abuse and Corrupt Acts*, 05/07/2018,  
<https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm422>

### ONG

Insight Crime, *Reforma policial de Nicaragua podría politizar la seguridad*, 28/07/2014,  
<https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/reforma-policial-nicaragua-podria-politizar-seguridad/>

Centro Nicaragüense de los Derechos Humanos (Cenidh), *Consideraciones del CENIDH sobre la nueva ley de la Policía Nacional*, 26/05/2014, <https://www.cenidh.org/noticias/631/>

Alterinfos, *Nicaragua – La Policía se ha desnaturalizado : es un satélite del régimen*, 24/04/2017, <http://www.alterinfos.org/spip.php?article7878>

### Médias

*La Prensa*, "El Poder de los Ortega Murillo", 13/11/2018,  
<https://www.laprensa.com.ni/2016/11/13/suplemento/la-prensa-domingo/2133595-poder-los-ortega-murillo>

*La Prensa*, "Daniel Ortega entrena a la Policía como su 'ejército paralelo'", 11/11/2018, <https://www.laprensa.com.ni/2018/11/11/politica/2494549-daniel-ortega-entrena-a-la-policia-como-su-ejercito-paralelo>

*El nuevo diario*, "Acusan de terrorismo a policía que renunció", 06/11/2018, <https://www.elnuevodiario.com.ni/nacionales/478760-acusado-terrorismo-expolicia-nicaragua/>

*El Comercio*, "Ortega entrega mando de Policía de Nicaragua a su consuegro", 10/09/2018, <https://www.elcomercio.com/actualidad/danielortega-entrega-policia-nicaragua-consuegro.html>

*La Prensa*, "Jovenes procesados por negarse a reprimir al pueblo", 03/09/2018, <https://www.laprensa.com.ni/2018/09/03/nacionales/2466423-jovenes-procesados-por-negarse-reprimir-al-pueblo>

*El Metropolitano Digital*, "Ortega nombra a su consuegro jefe de la Policía Nacional de Nicaragua", 24/08/2018, <https://www.elmetropolitano.com/2018/08/ortega-nombra-a-su-consuegro-jefe-de-la-policia-nacional-de-nicaragua/>

*Clarín*, "El régimen sandinista : Daniel Ortega designa a su consuegro como jefe de la Policía Nacional de Nicaragua", 23/08/2018, [https://www.clarin.com/mundo/daniel-ortega-designa-consuegro-jefe-policia-nacional-nicaragua\\_0\\_r19Ciqh17.html](https://www.clarin.com/mundo/daniel-ortega-designa-consuegro-jefe-policia-nacional-nicaragua_0_r19Ciqh17.html)

*Confidencial*, "Ascensos policiales 'evidencian brutalidad' del régimen orteguista", 23/08/2018, <https://confidencial.com.ni/ortega-oficializa-a-su-consuegro-como-director-de-la-policia/>

*El nuevo diario*, "Hermana de policía asesinado en Mulukuku pide verdadera justicia", 27/07/2018, <https://www.elnuevodiario.com.ni/nacionales/470652-hermana-policia-asesinado-mulukuku-pide-justicia/>

*La prensa*, "Agentes de la Policía Nacional desertan y entregan uniforme en CPDH", 21/07/2018, <https://www.laprensa.com.ni/2018/07/21/nacionales/2451128-agentes-de-la-policia-nacional-desertan-y-entregan-uniforme-en-cpdh>

*El nuevo diario*, "Policías desertan y entregan uniformes a la CPDH", 21/07/2018, <https://www.elnuevodiario.com.ni/nacionales/470121-policias-desertan-entregan-uniformes-cpdh/>

*British Broadcasting Company (BBC)*, "Crisis en Nicaragua: fuerzas leales a Ortega se hacen con el control de Masaya, bastión de la oposición tras un violento ataque", 18/07/2018, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-44868309>

*La Prensa*, "Madre denuncia que su hijo policía fue torturado, antes de ser asesinado", 11/07/2018, <https://www.laprensa.com.ni/2018/07/11/nacionales/2446896-madre-denuncia-que-su-hijo-policia-fue-torturado-antes-de-ser-asesinado>

*El nuevo diario*, "Madre de agente afirma : la misma Policía lo mató", 10/07/2018, <https://www.elnuevodiario.com.ni/nacionales/469219-muertos-nicaragua-policia-leon-sutiaba/>

*El nuevo diario*, "Madre de oficial asesinado en Carazo : Fue la policía", 09/07/2018, <https://www.elnuevodiario.com.ni/nacionales/469195-ataque-carazo-asesinato-policia/>

*El nuevo diario*, "Reportan al menos 14 muertos en Carazo durante ataque de policías y parapolicías", 08/07/2018, <https://www.elnuevodiario.com.ni/nacionales/469123-ataque-parapolicias-carazo-deja-varios-muertos/>

*Diario Las Américas*, "El Chipote, la cárcel de los manifestantes que protestan en Nicaragua", 07/07/2018, <https://www.diariolasamericas.com/mundo/el-chipote-la-carcel-los-manifestantes-que-protestan-nicaragua-n4156877>

*El nuevo diario*, "El Chipote, un penal donde se vive el horror", 17/06/2018, <https://www.elnuevodiario.com.ni/especiales/467328-chipote-nicaragua-torturas-protestas/>

*La Prensa*, "Francisco Diaz, el operador de Daniel Ortega en la Policía", 01/06/2018, <https://www.laprensa.com.ni/2018/06/01/politica/2428484-francisco-diaz-el-operador-de-daniel-ortega-en-la-policia>

*El nuevo diario*, "Familia de excapitán de policía denuncia acoso", 05/07/2018, <https://www.elnuevodiario.com.ni/nacionales/468807-familia-excapitan-policia-denuncia-acoso-nicaragua/>

*La Prensa*, "El Chipote, la cárcel somocista donde torturan a quienes protestan contra Ortega", 15/06/2018, <https://www.laprensa.com.ni/2018/06/15/nacionales/2435945-el-chipote-la-carcel-somocista-donde-torturan-a-quienes-protestan-contra-ortega>

*La Prensa*, "Renuncian al menos 14 policías que se niegan a reprimir a los manifestantes en Matagalpa", 10/06/2018, <https://www.laprensa.com.ni/2018/06/10/departamentales/2433290-renuncian-al-menos-14-policias-policias-en-matagalpa>

*La Prensa*, "Policías antimotines se rebelan contra Ortega y se niegan a reprimir en Nicaragua", 07/06/2018, <https://www.laprensa.hn/mundo/1185386-410/nicaragua-polic%C3%ADas-antimotines-rebelan-daniel-ortega-niegan-reprimir-crisis>

*El Observador*, "Crisis política en Nicaragua aumenta la presión contra el presidente Ortega", 12/05/2018, <https://www.elobservador.com.uy/nota/crisis-politica-en-nicaragua-aumenta-la-presion-contra-el-presidente-ortega-2018512500>

*El País*, "Dimite la jefa de la Policía de Nicaragua", 28/04/2018, [https://elpais.com/internacional/2018/04/28/america/1524937011\\_174507.html](https://elpais.com/internacional/2018/04/28/america/1524937011_174507.html)

*The New York Times*, " 'Nicaragua cambio' : Arrecian las protestas contra Ortega", 27/04/2018, <https://www.nytimes.com/es/2018/04/27/nicaragua-protestas-ortega/>

*E24diari*, "Retenidos unos 50 policías por negarse a reprimir las protestas a Nicaragua", 22/04/2018, <http://www.e24diari.es/texto-diario/mostrar/1060512/retenidos-unos-50-policias-negarse-reprimir-protestas-nicaragua>

*Europapress*, "Unos 50 policías retenidos en una comisaría en Nicaragua por negarse a reprimir las protestas", 22/04/2018, <https://www.europapress.es/internacional/noticia-50-policias-retenidos-comisaria-nicaragua-negarse-reprimir-protestas-20180422010155.html>

*El mundo.cr*, "Policías nicaragüenses retenidos por negarse a reprimir a manifestantes", 21/04/2018, <https://www.elmundo.cr/policias-nicaraguenses-retenidos-por-negarse-a-reprimir-a-manifestantes/>

*La Prensa*, "Policías retenidos por negarse a reprimir a manifestantes", 21/04/2018, <https://www.laprensa.com.ni/2018/04/21/nacionales/2407691-policias-retenidos-por-negarse-reprimir-manifestantes>

*Confidencial*, "Maltrato y corrupción en la policía nacional", 04/07/2016, <https://confidencial.com.ni/maltrato-corrupcion-la-pn/>

OROZCO Roberto, "La policía Nacional se ha desnaturalizado para garantizar la seguridad del régimen", *Envío*, 09/2015, <http://www.envio.org.ni/articulo/5074>

*La prensa*, "Policía de ayer y hoy", 09/08/2015, <https://www.laprensa.com.ni/2015/08/09/suplemento/la-prensa-domingo/1880715-policias-de-ayer-y-hoy>

*La Prensa*, "'La policía es sandinista'", 30/05/2014, <https://www.laprensa.com.ni/2014/05/30/politica/196409-la-policia-es-sandinista>

VIVAS LUGO René, "Todos los gobiernos han instrumentalizado a la Policía para sus intereses", *Envío*, s. d., <http://www.envio.org.ni/articulo/4350>